



*« Par le jour qui approche, osons un tel coup d'audace,
essayons de prendre en mains les affaires de l'Etat pour pouvoir faire ainsi à l'Etat quelque bien. »
Aristophane, L'assemblée des femmes.*

Adresse au Président de la République

*Texte adopté à l'unanimité le 25.08.17 à La Rochelle, par les participant.e.s
à l'Université d'été de l'Assemblée des Femmes*

Monsieur le Président de la République,

Alors que les enjeux des politiques publiques en matière d'égalité femmes/hommes, enfin reconnus comme des questions primordiales, avaient déclenché un réel volontarisme politique (parité, ministère dédié, création du HCEF/H, lois importantes...),

Alors que la précarisation des femmes dans notre société connaît une progression fulgurante,

Alors que la prévalence des violences à l'encontre des femmes reste très élevée (88 femmes assassinées depuis le début de l'année par leur conjoint ou compagnon),

Alors que les extrémistes de droite, par des stratégies populistes efficaces, instrumentalisent les droits des femmes et la laïcité et capitalisent une adhésion et un vote féminins importants,

Alors que les extrémistes religieux, instrumentalisant également les femmes, leurs droits et leurs corps, voient adhérer à leur idéologie des femmes en nombre, notamment dans les quartiers populaires, et poussent les autres à l'assignation à résidence communautaire,

Nous constatons, Monsieur le Président de la République, malgré vos promesses de campagne, une régression inexplicable de la politique publique en matière de droits des femmes :

- **Pas de ministère des droits femmes de plein droit**, doté de moyens adéquats pour faire face aux enjeux sociétaux actuels, à même de peser sur les nécessaires politiques transversales,
- **Baisse de 27% d'un budget déjà critiqué**, parce qu'il en était le plus faible - ne représentant que 0,0066 % du budget de l'État -.

A l'issue des travaux de notre 25^{ème} Université d'été, nous venons témoigner ici de notre inquiétude et de nos interrogations, et nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, en cohérence avec les déclarations féministes, et le projet novateur et moderniste sur lesquels vous vous êtes engagé, d'agir pour favoriser réellement l'égalité entre les femmes et les hommes, et de poursuivre et renforcer l'action politique publique en faveur des droits des femmes.